

AUTORISATIONS DE FINANCEMENT 2017

1,3 milliard d'euros au bénéfice du secteur de l'eau et de l'assainissement

L'année 2017 confirme la forte croissance du volume annuel d'autorisations de financement, qui a doublé depuis 2014. Sur 1,3 milliard d'euros, **1,2 milliard d'euros concerne les Etats étrangers** et **78 millions d'euros les Outre-mer**. Cela représente 12% des montants totaux octroyés par le Groupe AFD.

L'Afrique reste la première zone d'intervention avec 500 millions d'euros autorisés. En nette hausse, les engagements en Asie et Amérique latine s'élèvent à 470 millions et permettront par exemple le financement de premières opérations dans le secteur en Argentine et en Bolivie. Le niveau des autorisations au Moyen-Orient se maintient avec 220 millions.

Résultats escomptés des projets

Les financements autorisés en 2017 dans les Etats étrangers permettront dans les prochaines années à :



5 millions de personnes de bénéficier d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité



1,6 millions de personnes de bénéficier d'un service élémentaire d'alimentation en eau potable



1,5 millions de personnes de bénéficier d'un service d'assainissement géré en toute sécurité



200 000 personnes de bénéficier d'un service élémentaire d'assainissement

Ces projets permettront également d'augmenter la capacité de production d'eau potable de 247 000 m³/j, la capacité de traitement des eaux usées de 730 000 d'équivalent-habitants, d'économiser chaque année 13 millions de m³ d'eau potable et de sensibiliser à l'hygiène 2,3 millions de personnes.

Les financements autorisés en Guinée, au Nigéria, en Ouganda ou en Irak sont les principaux contributeurs à l'amélioration des services d'eau potable.

Pour l'assainissement, il s'agit des financements en Argentine, en Côte d'Ivoire, en Bolivie ou encore au Cambodge.

Plus d'1 milliard d'euros de prêts

Le montant des prêts représente 83 % des autorisations. Dans les Etats étrangers, les prêts souverains (dont 45 % sont concessionnels), restent largement majoritaires (93 %) par rapport aux prêts non-souverains (7 %).

216 millions d'euros de subventions

Le volume de subventions a été multiplié par 2,5 par rapport à 2016. Cette hausse est liée à l'augmentation des dons de l'Etat français (55 millions d'euros), des financements C2D (101 millions d'euros) et des délégations de fonds de l'Union européenne (44 millions d'euros). Par ailleurs, le secteur de l'eau et l'assainissement a bénéficié de la première délégation du Fonds Vert à l'AFD à hauteur de 15 millions d'euros pour un projet de gestion des inondations au Sénégal.

Les dons de l'Etat français bénéficient majoritairement à l'Afrique Sub-saharienne (les pays pauvres prioritaires* ont reçu 45 % des subventions au bénéfice du secteur).

L'effort financier de la France (soit les subventions de bonification des prêts pour 49 millions d'euros et les dons pour 55 millions d'euros) a concerné pour 85% l'Afrique sub-saharienne et la Méditerranée.

GOVERNANCE - Accompagner la réforme de seconde génération du secteur au Sénégal

En lien avec les Objectifs du Développement Durable, le Sénégal a lancé de profondes réformes institutionnelles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et a adopté une nouvelle lettre de politique sectorielle pour la période 2016-2025. Pour accompagner sa mise en oeuvre, l'AFD, partenaire historique du secteur, a accordé au gouvernement un prêt de politique publique de 40 millions d'euros (en cofinancement avec l'Union Européenne).

Les décaissements seront conditionnés à l'atteinte de résultats relatifs à la gouvernance du secteur, l'accès aux services d'eau et d'assainissement et la gestion de la ressource.

Une subvention d'un million d'euros finance des actions spécifiques en matière de gestion des finances publiques, de promotion de l'égalité femmes-hommes ou d'adaptation aux effets du changement climatique.



REPARTITION DES AUTORISATIONS 2017 PAR AXE STRATEGIQUE

Appuyer la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs 19 % des financements et 58 % des projets

Plus de la moitié des projets contribuent à cet axe qui comptabilise les appuis institutionnels. S'il s'agit d'actions par nature moins coûteuses que des infrastructures, leur volume de financement est significatif en 2017 grâce à plusieurs prêts de politiques publique (au Sénégal, en Bolivie et en Jordanie). En prenant en compte les actions au niveau des maîtrises d'ouvrage ou des opérateurs, 88 % des projets autorisés en 2017 participent au renforcement des capacités au sens large.

Fournir un accès à des services performants et durables pour tous 59 % des financements

Pilier social de la stratégie, le déploiement d'un service pour tous et de qualité est le principal axe d'intervention de l'AFD dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Préserver la ressource dans un contexte de changement climatique 14 % des financements

L'épuration des eaux usées représente 86 % des financements de cet axe, le reste consistant en des actions de gestion de la ressource en eau, dont l'appui aux Organismes de Bassins Transfrontaliers des fleuves Nil et Congo.

Gérer le risque d'inondation dans un contexte de changement climatique 8 % des financements

Cet axe se concrétise en 2017 par deux projets de lutte contre les inondations au Congo et en Argentine.

CLIMAT - Mieux faire face au stress hydrique par le traitement et la réutilisation des eaux usées à Cochabamba, Bolivie

Cochabamba, 3^e agglomération de Bolivie, souffre d'un stress hydrique important aggravé par le changement climatique. Ce dernier est responsable de la fonte des glaciers qui ne jouent plus le rôle de stockage de l'eau. La rivière qui traverse la ville est fortement polluée par les rejets d'eaux usées, la nappe phréatique est surexploitée et les agriculteurs utilisent des effluents bruts pour irriguer leurs champs, en dépit de risques sanitaires élevés. Traiter les eaux usées, afin de protéger la ressource et de prolonger le cycle d'utilisation de l'eau, est donc devenu une priorité pour les autorités boliviennes.

L'AFD finance, par un prêt de 42 millions d'euros, un programme s'inscrivant dans le cadre du schéma directeur d'assainissement métropolitain. Il permettra la construction de nouvelles infrastructures d'assainissement (réseaux et stations) bénéficiant à environ 250 000 personnes. Une assistance technique appuiera le développement du cadre institutionnel de la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture et renforcera la durabilité des services d'assainissement.



En 2017, 19 projets du secteur représentant 560 millions d'euros, ont contribué à l'adaptation aux effets du dérèglement climatique.

CRISE - Soutenir la reconstruction d'infrastructures d'eau potable et planifier le redéveloppement du service en Irak



Le service de l'eau potable en Irak, autrefois performant, a souffert de la succession de crises et de restrictions subies par le pays au cours des dernières décennies. Dans certaines parties du pays, les combats récents ont encore aggravé la situation et endommagé largement les infrastructures de services de base.

Afin de promouvoir le continuum entre urgence et développement, l'AFD finance, par une subvention à hauteur de 10 millions d'euros, le programme Wathab du Comité International de la Croix Rouge (CICR) en Irak. Il vise à réaliser des réhabilitations urgentes de systèmes de traitement et de distribution d'eau potable et à développer une planification de long terme du service de l'eau en contexte urbain, dans l'ensemble de ses aspects, techniques, administratifs et financiers.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Sawa pour la Résilience qui vise à apporter une réponse structurée aux enjeux de la crise syrienne et irakienne au niveau régional.

BILAN 2017 DES INDICATEURS DE SUIVI DE LA STRATEGIE

Dans sa stratégie sectorielle, l'AFD a défini des indicateurs de suivi et s'est fixée plusieurs cibles chiffrées en moyenne annuelle pour la période 2014-2018. Celles qui ne sont pas atteintes feront l'objet d'efforts particuliers durant les prochaines années.

Indicateurs		Cible 2014-2018	Valeur 2017	
Moyens mis en œuvre Répartition géographique	Autorisations de financement dans les Etats étrangers	700 M€ / an	1 187 M€	✓
	<i>dont Afrique sub-saharienne</i>	350 M€	496 M€	✓
	<i>dont région Méditerranée</i>	100 M€	222 M€	✓
	<i>dont Asie et Amérique latine</i>	250 M€	467 M€	✓
	Autorisations de financement dans les Outre-mer	50 M€ / an	78 M€	✓
Moyens mis en œuvre Contenu des projets	Montant des projets avec co-bénéfice climat	250 M€ / an	560 M€	✓
	Part des projets avec composante de renforcement des capacités	80 %	88%	✓
	Part des projets avec sensibilisation à l'hygiène	50 %	52%	✓
	Part des projets avec impact positif genre*	50 %	36%	✗
	Part des projets en cofinancement (en montant)	50 %	44%	✗
	Part des projets avec composante assainissement (en montant)	30%	26%	✗
Résultats escomptés **	Nombre de personnes bénéficiant d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité		5 millions	
	Nombre de personnes bénéficiant d'un service élémentaire d'alimentation en eau potable		1,6 millions	
	Nombre de personnes bénéficiant d'un service d'assainissement géré en toute sécurité		1,5 millions	
	Nombre de personnes bénéficiant d'un service élémentaire d'assainissement		0,2 million	

PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET PARTENARIATS

L'AFD a renouvelé en 2017 quatre accords de partenariats financiers, avec l'OIEau, le PFE, le réseau Projection et l'IRSTEA.

En 2017, la production de connaissances a notamment porté sur le thème du **risque d'inondations**. L'AFD a ainsi soutenu l'organisation d'un atelier « Génie écologique et risques climatiques » au côté de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie sur l'intérêt des **solutions fondées sur la nature** comme complément et alternatives aux infrastructures « grises » pour faire face aux aléas climatiques (inondations, etc.). Cet événement a permis la signature d'une déclaration internationale de promotion de ces solutions pendant la COP 23 à Bonn.

Deux Notes techniques AFD, « Risques d'inondation et villes des pays en développement » n°35 et « Vulnérabilité socio-physique aux inondations au Sénégal » n°25, ont été publiées.



Plusieurs travaux sont par ailleurs en cours sur le sujet de la **gouvernance** du secteur dont une analyse socio-politique de la crise de l'eau en Bolivie (C. Le Guill, Papiers de Recherche AFD, n° 2017-51), une analyse rétrospective du partenariat public-privé pour le secteur de l'eau urbaine au Sénégal (réalisée par le CNAM), une étude sur l'impact socio-politique des systèmes d'adduction d'eau autogérés dans les quartiers périphériques de Kinshasa (réalisée par l'IRD DIAL) ou encore une étude socio-anthropologique sur le développement de réseaux d'eau non-traitée aux Comores (réalisée par le CNRS).

* part des projets instruits par la division eau et assainissement et classés 1 ou 2 au titre du marqueur CAD/OCDE « Egalité Femme/Homme ».

**en lien avec l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°6 qui vise un accès universel, un niveau de service élevé et couvre tout le cycle de l'eau, les indicateurs de résultats escomptés ont été alignés à partir de 2017 sur les notions de service d'eau et d'assainissement « géré en toute sécurité » et « élémentaire » de l'ODD. La comparaison avec les valeurs cibles de la stratégie n'est donc plus pertinente. Les données présentées ont été fournies par les partenaires de l'AFD.

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

Signatures de conventions de financement et versements

En 2017, l'AFD a concrétisé **993 millions d'euros** d'autorisations de financement par la signature de **47 conventions** au bénéfice du secteur de l'eau et de l'assainissement.

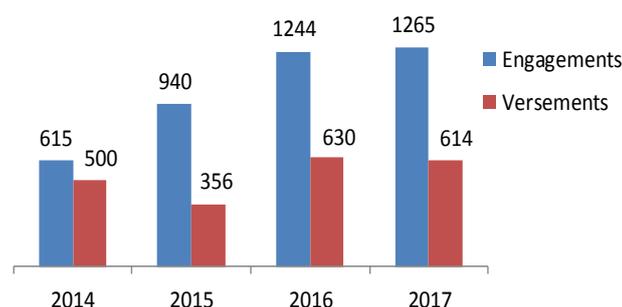
En 2017, les versements au bénéfice du secteur ont été de **614 millions d'euros**.

Portefeuille de projets en exécution au bénéfice du secteur

Au 31 décembre 2017, près de **200 projets sont en cours d'exécution**, représentant un **montant total de financements de l'AFD de 5,7 milliards d'euros** dont 4,2 milliards d'euros restant à verser.

Plus de la moitié du portefeuille est constitué de projets situés en Afrique (61 % des montants). L'Asie et l'Amérique latine représentent respectivement 16 % et 13 % et la région Moyen-Orient 8 % du portefeuille. L'activité Outre-mer pèse pour 2 % des montants du portefeuille des projets en exécution.

Engagements / Versements annuels au bénéfice du secteur (en M€)



Résultats effectifs des projets

Durant l'année 2017, les projets en cours d'exécution financés par l'AFD ont permis à :

 **3,2 millions de personnes** de bénéficier d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité

 **82 000 personnes** de bénéficier d'un service d'assainissement géré en toute sécurité

 **440 000 personnes** de bénéficier d'un service élémentaire d'alimentation en eau potable

 **95 000 personnes** de bénéficier d'un service élémentaire d'assainissement

Les projets financés par l'AFD ont par ailleurs permis de sensibiliser à l'hygiène 346 000 personnes, principalement au Cameroun et au Togo et d'améliorer ou sécuriser l'habitation de 321 000 personnes.

Les projets financés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Inde sont les principaux contributeurs à l'amélioration des services d'eau potable. Pour l'assainissement, il s'agit des financements au Cameroun, en Tunisie et en Tanzanie.

Comparaison des résultats escomptés et des résultats effectifs des projets - Exemple du Cambodge



Les résultats escomptés des nouveaux projets autorisés au cours de l'année ne peuvent pas être comparés avec les résultats effectifs des projets en cours d'exécution. Il est en revanche très intéressant de rapprocher, pour un projet donné, les résultats escomptés avant le démarrage du projet avec les impacts effectifs du projet à son achèvement.

A titre d'exemple, le tableau ci-dessous fait le bilan d'un prêt non-souverain de 30 millions d'euros à la Régie des Eaux de Phnom Penh (PPWSA) pour le financement de la construction de la 2^{ème} phase de l'usine de production d'eau potable de Niroth (130 000 m³/j) et de l'extension du réseau de distribution.

Lancé en 2012, ce projet a été réalisé dans les délais et le budget imparti. Son succès témoigne de la performance de PPWSA: la régie fait figure de modèle dans la sous-région en accompagnant la progression de la demande dans une ville en forte croissance tout en fournissant un service de qualité et en assurant une politique sociale pour les populations les plus démunies.

Indicateurs du projet	Valeur escomptée (estimation 2012)	Résultat final (bilan 2017)
Nbre de personnes gagnant un accès pérenne à une source d'eau potable améliorée	500 000	517 512
Nbre de personnes dont la qualité du système d'eau potable est améliorée		416 697
Capacité de production d'eau potable financée (m ³ /j)	130 000	130 000